



Liminaire FSU CSA SD du 5 septembre 2024

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA SD,

Comme beaucoup d'autres années, la rentrée s'est bien passée grâce aux personnels sur le terrain qui continuent de s'engager chaque jour avec détermination pour la réussite des élèves.

Personnels dont les efforts peinent à compenser un manque criant de moyens et une succession de réformes ineptes, imposées contre l'avis des professionnels et ignorant des pans entiers de la recherche en éducation.

Les moyens stagnent, les postes manquent, les classes ferment, le métier de professeur n'attire plus. Dans un contexte de dévalorisation d'une profession qui subit le déclassement salarial et une dégradation continue de ses conditions de travail, le sous-investissement chronique rend notre système éducatif fébrile. Pour la FSU68, l'école publique mérite mieux. Il est urgent de fournir aux enseignant.es les moyens de travailler et de redonner du sens à leur métier. Cela passe par une formation de qualité, des recrutements suffisants et une véritable politique d'attractivité du métier.

Dans le feuilleton politique, "à suspens", inédit que nous vivons aujourd'hui, l'école publique doit constituer la première grande cause nationale capable de rassembler une majorité qui s'accorde sur son importance décisive. A court terme, nous appelons le ou la prochaine ministre de l'Éducation nationale à abandonner au plus vite un certain nombre de mesures inégalitaires, tels que le « choc des savoirs » et le « pacte enseignant », et à renouer un dialogue honnête avec l'ensemble des acteurs de l'éducation pour transformer notre école.

Alors qu'ils sont un levier essentiel pour la réussite scolaire, nos effectifs d'élèves par classe restent désespérément supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Il est urgent d'en finir avec les fermetures de classe et les suppressions de postes. Plutôt que de servir un objectif d'économie budgétaire, la baisse démographique doit bénéficier à l'école et aux élèves, pour atteindre des effectifs comparables à la moyenne européenne. Climat de la classe, attention portée aux élèves en difficulté, meilleure gestion des situations de conflit, inclusion facilitée des élèves en situation de handicap... autant d'arguments qui permettent d'attester que d'avoir 20 élèves dans une classe est la clé de voûte de la transformation de l'école. Dans cet objectif, la FSU exhorte le Parlement à voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classe l'année prochaine. Départementalement, elle vous demande de ne pas acter de fermeture de classe lors de ce CSA.SD. En effet, des mesures à flux tendu et les fermetures de dernière minute engendrent une désorganisation du service public et des risques psychosociaux bien réels, que les organisations syndicales ont constaté lors des échanges avec les personnels dans le cadre de la préparation de cette instance.

A moyen terme, c'est un plan ambitieux et dans la durée qu'il convient d'engager pour le service public d'éducation. Il est impératif de faire confiance aux professionnels de terrain, ce qui impose de rompre avec les politiques éducatives descendantes et hors sol. Les mesures engagées par le gouvernement précédent, basées sur des injonctions et des incantations, ne sont pas de nature à répondre aux enjeux. Mettre en place des nouveaux programmes nécessite des temps de réflexion avec les professionnels de l'école. En 2015, les programmes avaient ainsi été conçus avec la coopération des enseignant.es, mais remis en cause dès 2017 par le ministre de l'époque, ils n'ont jamais pu être mis en place correctement. Or, l'éducation a besoin d'un temps long, qui n'est pas celui du politique et des ambitions personnelles des ministres qui se succèdent. Hélas, dans un contexte politique inédit marqué par le déni de démocratie du président de la République, Nicole Belloubet, ministre démissionnaire a, lors de sa conférence de presse, déroulé une politique éducative en totale continuité avec celle du « choc des savoirs », pourtant très fortement contestée. Au déni des urnes, s'ajoute le déni de notre quotidien, de nos réalités.

Alors qu'aucune mesure concrète d'amélioration des conditions de travail n'a été annoncée, l'élargissement à tous les niveaux des évaluations nationales renforce la mise au pas de la profession avec toujours plus d'injonctions aux « bonnes pratiques ». Ces évaluations standardisées ne permettent pas de répondre aux difficultés réelles des élèves, car elles ne renseignent pas l'enseignant·e sur les mécanismes qui font obstacle aux apprentissages. Par ailleurs, elles ont un effet de stigmatisation sur les élèves. Pour Fabrizio Butera, professeur de psychologie, « dans la tête des élèves, il s'agit d'un jugement de leur travail qui se répercute sur leur identité personnelle. En classe, les élèves développent une réputation scolaire en lien avec leurs résultats ».

De fait, ces évaluations participent à la dégradation des conditions de travail des personnels et à la construction d'une école encore plus inégalitaire.

Unaniment, les organisations syndicales estiment que les évaluations dont les enseignant·es ont besoin sont celles qui les aident à comprendre les procédures des élèves pour adapter et réguler les activités pédagogiques. Elles et ils n'ont pas besoin d'évaluations qui installent une logique de tri des élèves, en cohérence avec la mise en place des groupes de niveau au collège auxquels elles participent. L'école ne peut ni ne doit devenir une institution aux pratiques uniformisées éloignées des besoins des élèves. La liberté pédagogique, qui consiste à concevoir et adapter les enseignements, est une condition nécessaire à la réussite scolaire de tous les élèves.

La FSU rappelle qu'elle demande l'abandon de ces évaluations nationales obligatoires.

Mais la meilleure politique éducative ne pourra fonctionner sans que soit pris à bras-le-corps le problème majeur du manque d'attractivité du métier de professeur. Si les causes en sont multifactorielles, la question des salaires et du pouvoir d'achat reste essentielle. Malgré des augmentations obtenues en 2023, l'absence de mesures de rattrapage, de perspectives de carrière et de revalorisation vient renforcer le déclassement salarial, et donc l'image de la profession. Vitale pour la République, l'école publique mérite mieux. La France doit réaffirmer collectivement son engagement pour une école émancipatrice, fidèle aux principes républicains et ambitieuse pour tous les élèves. L'école a toujours fait front pour la République. Il est temps que la République et ses élu.es fassent front pour l'école.

La FSU vous remercie pour votre attention